

<https://ricochets.cc/Pandemies-et-autres-crises-l-Etat-et-le-Capital-n-ont-pas-la-sante-des-humains-et-de-la-biosphere-comme-priorite.html>



Pandémies et autres crises : l'Etat et le Capital n'ont pas la santé des humains et de la biosphère comme priorité



- Les Articles -

Publication date: vendredi 28 janvier 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Voici 3 articles pour réfléchir à la crise du Covid-19 autour de plusieurs sujets liés : le mode de gestion de l'Etat, les intérêts et pressions de l'Economie, les modalités de résistance populaire, les tendances libertariennes et du "darwinisme social", les outils numériques de contrôle, l'accélération du capitalisme via les NBIC et l'e-santé.

1. L'opportunisme pandémique du néolibéralisme

► [L'opportunisme pandémique du néolibéralisme vu par Celia Izoard](#) - Celia Izoard est journaliste indépendante, membre du groupe Marcuse (La Liberté dans le coma, rééd. 2019) et auteure de Merci de changer de métier : lettres aux humains qui robotisent le monde (2020). Lors de la dernière Fête du Vent organisée par l'Amassada à la fin du mois d'août 2021, elle a donné une conférence consacrée à la gestion sanitaire de la pandémie de Covid-19 en France, et plus largement, à l'impact des intérêts capitalistes sur les politiques de santé publique.

(...)

je suis très étonnée du discours officiel de ces institutions, à la fois Santé Publique France et le Circa (Centre International de Recherche sur le Cancer), qui ont **une politique de santé publique fondée sur les comportements individuels** : alerter la population sur le fait qu'il faut avoir une bonne alimentation, faire du sport, ne pas fumer, ne pas boire, etc. » Selon Celia Izoard, certains textes tendent même à dissuader les gens de penser que le cancer pourrait être lié à des facteurs environnementaux.

(...)

Par ailleurs, on accepterait certaines maladies, le cancer notamment, comme étant la rançon du progrès, bien qu'on ne présente pas celui-ci de manière objective et qu'on occulte les pollutions diverses qu'il engendre. On n'accepterait pas le retour des maladies infectieuses car elles représentent une dimension rétrograde : « l'âge moderne n'est pas censé tolérer ce genre d'événements. »

(...)

il ne faut pas confondre santé publique et santé de l'ordre public

il ne faut pas confondre santé publique et santé de l'ordre public. « **C'est à dire que la principale menace dans cette situation de pandémie, c'est la menace pour l'État lui-même.** » Le degré de contrainte exercé par le gouvernement français sur la population serait ainsi lié à la fragilité de ses infrastructures de base. Au cours des trente dernières années, 160000 lits d'hôpitaux ont été supprimés. On a un risque de débordement réel. « On ne peut pas entasser des cadavres comme on compte les décès de mort lente du cancer, ce n'est pas du tout le même phénomène visuel d'un point de vue de ce que l'on appelle une crise. » En mettant en place des mesures draconiennes, l'État se protégerait ainsi lui-même. **C'est moins la préservation de la santé publique qui serait recherchée que celle de la continuité du pouvoir.**

(...)

des centaines de postes de vigiles ont été créés pour contrôler les passes sanitaires à l'entrée des hôpitaux, alors même qu'on est en déficit de soignant-es depuis des années. « La santé ne paraît pas être la priorité, ou d'une manière extrêmement spécifique et discutable, dans les mesures qui sont prises. »

(...)

Les discours politiques prennent soin de retourner l'accusation contre la population

Dans sa réaction primitive, l'État cherche donc rapidement à se protéger d'un procès en imprévoyance, qui romprait le pacte qui le lie aux citoyen-nes qu'il est censé protéger. **Il faut éviter de subir de plein fouet l'effet de la baisse**

drastique des moyens de la santé publique et de l'inaction face aux maladies chroniques, qui forment des comorbidités très importantes dans le cadre du Covid. Les discours politiques prennent soin de retourner l'accusation contre la population (on se souviendra par exemple de la déclaration du préfet de Paris Didier Lallement : « Ceux qui sont aujourd'hui hospitalisés, ceux qu'on trouve dans les réanimations, ce sont ceux qui au départ du confinement ne l'ont pas respecté »).

(...)

« L'État protège les empires industriels, et son rôle depuis la révolution industrielle est de piloter la modernisation. C'est à dire, développer les forces productives et, depuis un certain temps, mettre en place l'orthodoxie néolibérale. » L'État va donc développer des politiques de santé publique convergentes avec cet objectif. Dans le cas de Lubrizol et des accidents industriels, on comprend donc que les politiques menées ne peuvent viser à démanteler l'industrie pétrochimique

(...)

Un soutien très fort à la télémédecine et à l'e-santé

Pour Celia Izoard, les politiques de santé publique menées face à l'épidémie de Covid19 répondent très clairement à ces critères : « on a un soutien très fort à la télémédecine et à l'e-santé (NOTE : voir sur Ricochets : [Refusons en masse l'« Espace numérique de santé » programmé par l'Etat](#)), le déploiement d'un gouvernement algorithmique et d'un vaccin biotechnologique. » On nage en plein NBIC (Nano Bio Info Cogno), cette convergence des technosciences très en vue qui tire la croissance économique.

« D'une certaine manière, la pandémie est une opportunité dont s'est saisie l'État pour accélérer la société du Big Data et ouvrir de gigantesques marchés par la contrainte légale sur les individus. Le passe sanitaire est un formidable couteau suisse dont vont pouvoir émerger tout un tas de nouvelles start-ups et de nouveaux usages, qui ont tous pour point commun d'être liés à l'intelligence artificielle, à la donnée et à la numérisation des activités. »

(...)

D'un côté une médecine liée aux pratiques incarnées par des humains, qui nécessite d'embaucher. Et de l'autre côté, une médecine des nouvelles technologies fondée sur l'automatisation : la e-Santé.

(...)

« Le but de notre gouvernement est de créer des géants nationaux dans ce domaine et d'ouvrir des marchés. Et ça, on ne peut le faire sans une collecte massive de données de santé. »

(...)

En juin 2021, trois sénateurs français rédigent le rapport Crise sanitaire et outils numériques (NOTE : voir sur Ricochets dans cet article "[Chronique de la technoplice](#)"), dans lequel ils se livrent au même exercice, passant en revue les réponses des pays asiatiques. Le discours, en substance, est le suivant : **plein de verrous ont sauté, les gens sont plus prêts à accepter les mesures, le passe sanitaire se met en place, mais ça ne va pas assez loin du tout. Il faut faire sauter d'autres obstacles politiques rapidement.** Les sénateurs mettent en cause le rôle de la CNIL, terrible obstacle par sa lecture beaucoup trop traditionaliste des droits et libertés. Le modèle chinois est porté aux nues : des caméras biométriques à reconnaissance faciale permettent de scruter les interactions sociales, de rattraper ceux devant être placés en quarantaine, des caméras thermiques mesurent leur température, et un équivalent du passe sanitaire est mis en place dès mars 2020, au moment où le confinement est décrété en France.

(...)



Pandémies et autres crises : l'Etat et le Capital n'ont pas la santé des humains et de la biosphère comme priorité D'une main rendre toxique la biosphère, et de l'autre chercher, mollement, à atténuer la toxicité répandue

partout ?

2. Face à la pandémie, le camp des luttes doit sortir du déni

- [Face à la pandémie, le camp des luttes doit sortir du déni](#) - Alors que la pandémie de Covid-19 fait rage et touche en premier lieu les catégories les plus discriminées de la société, le gouvernement français laisse filer et des centaines de milliers de nouvelles contaminations ont lieu chaque jour. En cette journée de mobilisation interprofessionnelle, le collectif Cabrioles appelle à sortir du covido-négationnisme, et à nous emparer enfin des moyens de l'autodéfense sanitaire, en nous appuyant sur l'histoire des luttes populaires en faveur de la santé communautaire : pratiques de prévention et de réduction des risques, grève, autoréductions de masques FFP2, etc. (...)

Aucune vague épidémique n'est une fatalité

Aucune vague épidémique n'est une fatalité. Chaque vague est un choix politique. Il y a des gouvernements et des communautés populaires qui ont fait le choix d'agir systématiquement avant qu'une vague ne se forme, en menant des politiques de prévention proactives. Et d'autres, comme le gouvernement français, qui, passé la surprise de la première vague, ont systématiquement fait le choix de laisser la population se faire infecter massivement. Appliquant en cela la feuille de route des réseaux climatonegationnistes de l'extrême-droite libertarienne qui prônent la politique eugéniste du « vivre avec ». **« Vivre avec » c'est accepter que toute la population, mais plus particulièrement les classes populaires, et parmi elles ses franges les plus fragilisées que sont les femmes et les personnes racisées, mais aussi les personnes immunodéprimées, atteintes de maladie chronique ou handicapées, vivent dans la peur, se fassent infectées, contractent des Covid Longs, ou en meurent.** (...)

Mais faut-il vraiment choisir entre négation et stratégie du choc ?

Mais faut-il vraiment choisir entre négation et stratégie du choc ? Les gouvernements capitalistes le font-ils ? L'histoire de l'écocide et du bouleversement climatique nous apprend que non. Bien que la gravité de la menace du chaos climatique soit immense, le libéralisme autoritaire a très bien appris à s'en servir comme prétexte pour accélérer son programme liberticide, et notamment la numérisation du monde et l'expansion du contrôle qu'elle induit, tout en ne faisant absolument rien en pratique pour l'enrayer si ce n'est mimer l'action en empilant des mesures cosmétiques. **Tout ce qui se joue depuis des dizaines d'années dans le rapport du commandement capitaliste à la menace climatique s'est rejoué en accéléré face à la menace épidémique. Discours de façade, négation en pratique et usage opportuniste.** (...)

Discours de façade, négation en pratique et usage opportuniste

Mais un autre signal de ce déni dans les milieux militants nous a semblé particulièrement alarmant : la reprise dans la bouche de certains camarades de la ritournelle eugéniste affirmant que le Covid-19 ne serait pas si grave car il n'affecterait « que les personnes âgées et les personnes vulnérables », les constituant de fait comme des quantités négligeables. **Si l'on se rappelle qu'en France 20 millions de personnes souffrent de maladies chroniques, soit un tiers de la population, et que 20 % des Français-e ont plus de 65 ans, on mesure combien le nombre de vies négligeables n'a, lui, rien de négligeable. Quand bien même cela ne concernerait qu'une poignée de personnes, l'argument n'en serait pas moins abject, et la reprise d'une antienne d'extrême-droite du côté des luttes, un signal qui devrait nous inquiéter au plus haut point.**

(...)

Les mouvements de désinformation anti-prévention deviennent alors les seuls à s'organiser et à manifester pour contester le gouvernement sur le terrain de la gestion épidémique, et donc les seuls à même de capter la colère qui sourd de toute part ainsi que la désorientation générale qui succède au confinement du printemps 2020, à la gestion chaotique du gouvernement et à ses mensonges répétés. Par ailleurs, il faut ici soulever une hypothèse psycho-politique : **si le bouleversement climatique pouvait encore être vécu comme quelque chose de lointain par la petite bourgeoisie occidentale, malgré des incursions de plus en plus fréquentes dans ses territoires d'habitation, la pandémie est le premier choc total et d'une violence inédite venant faire vaciller les bases même de son mode de vie impérial.** Ce choc, les affects de crispation et de défense farouche d'une position dominante qu'il secrète, devrait faire l'objet d'une attention particulière pour penser les processus de fascisation en cours.

(...)

Le covidonégationnisme a donc deux faces qui mettent en scène leur opposition pour mieux nous mener dans une impasse ultralibérale, eugéniste et raciste. Le capitalisme du désastre, à l'instar de ses politiques en faveur du dérèglement climatique, mène des politique pro-virus et se réjouit du chaos pandémique. La crise, on commence à le savoir, est devenu son mode normal de gouvernement, sa manière de provoquer la sidération pour extraire encore de la valeur en étouffant les milieux vivants, et nos vies. Face à cela, nous n'avons qu'une issue : prendre au sérieux la pandémie.

(...)

Refusant « le darwinisme social qui nous demande de sacrifier les personnes les plus fragiles face au Covid-19 » et « convaincus que l'on ne parviendra réellement à endiguer le virus que si les mesures mises en oeuvre le sont de manière sociale, solidaire et volontaire »

(...)

Tout nous indique que cette pandémie ne sera pas la dernière. La victoire du pouvoir est de nous anesthésier. De faire de nos vies des chiffres. De transformer nos mort-es en une macabre comptabilité. De nous rendre sourd-es aux peurs et aux douleurs de ceux qui nous entourent. Notre tâche est d'affûter notre sensibilité. Seules des forces prenant soin de leur faiblesses seront à même de mener des assauts conséquents. **Face au capitalisme du désastre et à ses convergences fascistes et cybernéticiennes, il s'agit de faire exister, dans nos villages et nos quartiers, des formes ouvertes de communauté, mues par l'attention portée à la vulnérabilité. Un communisme du soin.**

(...)

► **Remarques :**

Cet article est peut-être trop optimiste sur les possibilités d'éradiquer le coronavirus. Il n'empêche que des politiques populaires et démocratiques de protection des personnes vulnérables (souvent à cause des inégalités sociales et des nuisances du capitalisme) restent possibles.

Il faudrait aussi une volonté militante plus ferme de s'en prendre à la civilisation industrielle, et notamment ce qui favorise les zoonoses : élevages industriels, agro-industrie, déforestation pour les cultures ou l'urbanisation.

Tant qu'on est incarcéré dans les structures de la civilisation industrielle, difficile de faire totalement sans ses technologies, comme les vaccins. L'enjeu est donc de sortir au plus vite du techno-monde productiviste, de le démolir et de le remplacer par des sociétés vivables, pour diminuer fortement les problèmes de crises structurelles ou récurrentes, et ainsi pour s'affranchir beaucoup plus facilement de l'administration autoritaire des désastres de l'Etat, du solutionnisme technologique du capitalisme et du darwinisme social libertarien et fascisant.



Pandémies et autres crises : l'Etat et le Capital n'ont pas la santé des humains et de la biosphère comme priorité Catastrophe toxique de Lubrizol : les désastres industriels et leurs effets sont admis comme des dommages obligés

► Ajoutons [cet article d'un historien de la médecine](#) :

(...) D'où ce renversement des responsabilités : les microbes sont loin d'être seulement des intrus qui nous apportent des maladies et perturbent nos modes de vie. Bien au contraire : c'est parce que nous avons dégradé les écosystèmes et perturbé les relations entre espèces que certains pathogènes ont fini par nous atteindre et provoquer de nouvelles pandémies.

(...) *Dans la gestion de cette crise, la santé vous semble-t-elle avoir été privilégiée au détriment de l'économie ?*

Ce sentiment s'est nourri d'une réalité : le confinement très strict de la première vague. La préservation de la santé, y compris celle des plus fragiles, a pu sembler prévaloir sur les questions économiques. Le discours politique a d'ailleurs mis en valeur et dramatisé le « quoi qu'il en coûte » de ce confinement. Une réalité... et un effet d'affichage. Car cette annonce contraste avec les politiques d'austérité et de baisse de financements des hôpitaux français où, depuis plusieurs décennies, le nombre de lits a été réduit de manière assez drastique et les conditions de travail se sont dégradées. Donc, oui, il y a eu une première phase où l'économie a semblé être mise au second plan, par rapport à des impératifs humanitaires. Et l'on est resté sur cette impression.

Mais la crise dure depuis deux ans. Et certains secteurs économiques, notamment les groupes pharmaceutiques, ont énormément bénéficié de la pandémie. Les logiques économiques, même dans la gestion de la pandémie, reviennent très rapidement.

(...) Quelle que soit l'origine exacte de cette pandémie, elle s'inscrit dans une série d'émergence de maladies provoquée par nos modes de vie, au détriment des équilibres du monde vivant. Une forme d'anxiété est apparue : est-ce que, dans trois ans, un autre virus ne va pas surgir et causer une nouvelle crise ? D'où ces questions en forme d'espoir : cette prise de conscience brutale déclenchera-t-elle une montée des mobilisations en faveur de changements plus systémiques ? Allons-nous cesser de nous accommoder d'une série de risques liés à nos sociétés technologiques ?

Avec les vaccins anti-Covid-19, l'efficacité et la rapidité des solutions scientifiques apportées à cette crise ont été impressionnantes. **Mais, dans la durée, ce ne sont pas des vaccins adaptés à chaque nouveau virus émergent qui permettront d'éviter la récurrence de telles épidémies. Il faudrait, pour cela, agir sur les inégalités criantes des systèmes de santé à travers le monde et sur les effets dévastateurs de nos modes de vie sur les écosystèmes.**

(...)

► **Remarques :**

Cet article reste flou en parlant de l'expression consensuelle de "modes de vie", en évitant de nommer le techno-capitalisme, l'Etat, le productivisme, bref la civilisation industrielle. **L'expression "modes de vie" vue partout tend à diluer la responsabilité à égalité entre tout le monde, à occulter que ces "modes de vie" sont en grande partie fabriqués et maintenus par les choix politiques "d'en haut" et un système socio-technique, un mode de production, impulsé par les dominants, leurs polices, leurs médias et leur technocratie.**

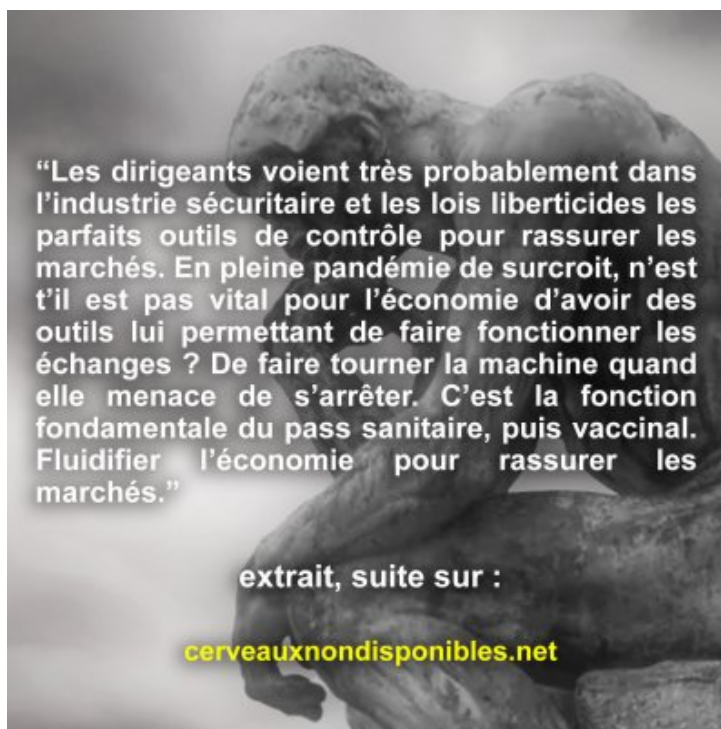
Les promesses de « démocratie sanitaire » se sont évaporées à grande vitesse

La gestion verticale, avec des décisions prises en secret en petit comité via l'état d'urgence, avec un gouvernement macroniste détesté qui se pose en grand sage sanitaire, en voix exclusive de la science, avec l'infantilisation et l'exclusion des populations n'a pu que créer du chaos et de la défiance.

C'était peut-être un des buts, conscient ou à moitié conscient, car dans le chaos et l'impuissance on est perdu, sidéré, et in fine on se soumet plus docilement aux injonctions et dispositifs des autorités.

Les promesses de « démocratie sanitaire » se sont évaporées à grande vitesse, remplacées par la gestion autoritaire et policière centralisée, une gestion qui occulte soigneusement les causes des désastres (ici un virus) et ne veut/peut absolument pas y remédier.

Ni l'Etat ni le Capital ne sont nos amis, on le savait déjà. Ils ne s'occuperont jamais sérieusement ni des causes des désastres (eux-mêmes) ni de faire face à ces désastres de manière démocratique et réellement protectrice.



Pandémies et autres crises : l'Etat et le Capital n'ont pas la santé des humains et de la biosphère comme priorité Faire tourner la Machine à détruire la biosphère et à broyer les vivants, quoi qu'il en coûte

3. DE L'ACCÈS AUX BARS, A L'ACCÈS AUX DROITS ÉLÉMENTAIRES : Un début de crédit social ?

Il faut se rendre à l'évidence. Le socle de nos libertés fondamentales, inscrites dans les Droits de l'Homme ou dans le droit tout court, ne nous aide pas beaucoup à freiner les exigences des pouvoirs politiques et financiers. De la détérioration des droits sociaux au pass vaccinal, en passant par la loi de Sécurité Globale ou la reconnaissance faciale... les droits descendent en flèche et le pouvoir de la police ne cesse d'augmenter pour imposer des nouveaux devoirs. Pendant ce temps, les sorties médiatiques des dirigeants esquissent un basculement de société inspirant la plus grande méfiance. Si le terme de crédit social chinois est dans beaucoup d'esprits pour évoquer la société vers laquelle on tend, nous allons voir ce qu'il est vraiment et comment il s'est imposé en Chine. Loin du repoussoir étranger que les médias en font, nous verrons qu'il s'inspire de la doctrine néolibérale et que ses formes sont à l'oeuvre dans nos sociétés occidentales.

Le 31 décembre 2021, Macron déclarait pendant sa présentation des voeux que « les devoirs valent avant les droits ». Quelques jours plus tard il fait une autre sortie fracassante dans une interview au Parisien, déclarant « qu'un irresponsable n'est plus un citoyen ». Ces deux phrases dites à propos de la vaccination avouent l'ambition d'un changement radical de société qui dépasse largement le cadre épisodique d'une gestion sanitaire. Elles laissent comprendre qu'il souhaite un régime qui évaluerait les citoyens selon une morale que lui même aura défini et qui pourrait les déclasser si besoin.

Au delà des mesures coercitives déjà annoncées à l'encontre des non vaccinés, il faut clairement y voir un changement de paradigme politique, un chantage pour nous faire accepter l'inacceptable. **Le pass sanitaire et encore plus vaccinal s'imposent comme de nouvelles conditions pour avoir accès à des droits élémentaires.** Ce qui n'était au départ qu'un droit d'accès aux bars et aux restaurants s'étend plus largement. Au Canada, il est prévu de supprimer les allocations chômage aux non-vaccinés. Pendant qu'en France, des voix s'élèvent pour un système de soin à deux vitesses pour les non vaccinés. Jusqu'où ira la honte ?

De plus en plus de libertés fondamentales semblent vouées à devenir illégales

De plus en plus de libertés fondamentales semblent vouées à devenir illégales, voire simplement à disparaître (NOTE : voir sur Ricochets : [La volonté du gouvernement de dissoudre le média Nantes Révoltée s'inscrit dans le processus de destruction des libertés fondamentales](#)). Le droit de circulation l'est déjà devenu depuis longtemps pour une partie de l'humanité qui risque sa vie en migrant, faute d'avoir les bons papiers. Des structures internationales comme Frontex s'assurent que le droit de circuler n'en soit pas un pour tout le monde. Aujourd'hui, la discrimination des non-vaccinés, à l'heure où la moitié du monde ne l'est pas, rendra illégales un bon nombre d'habitudes sociales pour certains. Le rapport entre les non vaccinés et les migrants nous direz vous ? C'est que le système se nourrit de la division et d'un droit à deux vitesses. C'est comme ça qu'il règne et que beaucoup se laissent prendre au jeu... Être un citoyen dans les clous aujourd'hui, ne garantit pas que vous le serez demain.

I CE QUI MOTIVE LE TOUT SÉCURITAIRE

Follow the money. (Suivez l'argent) ,

En pleine explosion dans les démocraties occidentales, l'autoritarisme est intimement lié avec les exigences grandissantes de l'économie dans un monde de plus en plus contesté. Les dirigeants voient très probablement dans l'industrie sécuritaire et les lois liberticides les parfaits outils de contrôle pour rassurer les marchés. En pleine pandémie de surcroît, n'est t'il est vital pour l'économie d'avoir des outils lui permettant de faire fonctionner les échanges ? De faire tourner la machine quand elle menace de s'arrêter. C'est la fonction fondamentale du pass sanitaire, puis vaccinal. Fluidifier l'économie pour rassurer les marchés.

èó L'EXEMPLE CHINOIS

Ceci n'est pas sans rapport avec le crédit social chinois qui existe officiellement depuis 2014. Au départ, le crédit social naît dans les années 2000 d'une volonté de réguler l'économie chinoise qui souhaite garder le contrôle alors qu'elle est ouverte à l'économie de marché mondiale. Son plan initial est d'assainir le crédit chinois en le dotant d'une base de données nationale détaillée, afin de démocratiser, faciliter et sécuriser les prêts et les échanges financiers, notamment pour les bas revenus qui ont beaucoup recours à l'économie souterraine. C'est une sorte de contrat de confiance destiné à agréger le maximum de citoyens et d'entreprises dans une société de contrôle par le crédit.

Son ambition est largement élargie par la suite à la récolte de tout un tas de données, toujours pour fluidifier l'économie. Un organisme de crédit privé avait donné le ton avant 2014. Le Crédit Sésame : Ainsi "les clients qui disposaient d'un bon score de Crédit Sésame étaient dispensés de caution au moment de louer une voiture ou un vélo, ou pouvaient recevoir une meilleure visibilité sur l'application de rencontres." (Le système de crédit social chinois : miroir pour l'Occident, Clémence de Gail). Des techniques finalement très proches de ce qu'on connaît du néo-libéralisme occidental...

Mais la Chine ne s'est pas arrêtée là et a largement assis l'emprise étatique sur le secteur privé. Plusieurs institutions sollicitées au départ ont été écartées. **Le gouvernement chinois s'est même présenté en garant de la protection des données personnelles contre les abus que pouvait faire le secteur privé.**

Le crédit social recouvre un aspect économique, sécuritaire et se veut un outil moderne du maintien de la bonne morale

Si l'objectif a toujours consisté par la suite à donner confiance dans l'économie chinoise, avec l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2013 le crédit prend très vite la fonction d'un outil pour instaurer le socle d'une « morale sociale » et faire appliquer la loi partout. Aux citoyens, aux entreprises et aux institutions publiques par le biais d'un système de notation. Il recouvre un aspect économique, sécuritaire et se veut un outil moderne du maintien de la bonne morale tout en s'inspirant des moeurs culturelles. Il devient vite un vecteur de propagande définissant le bon citoyen en ayant recours à des notions de patriotisme et de civisme. Les informations contenues dans ce crédit social forment au final ce qui pourrait s'apparenter à une réputation. **C'est cette réputation qui déterminera vos conditions d'accès à un crédit, à un logement ou à un job, avec des nuances et des critères variant selon les localités.** En parallèle de ça, il existe aussi des listes rouges ou noires qui sont encore une autre couche de contrôle social pouvant en venir au "shaming". C'est ce qu'on a pu voir fin décembre avec les 4 citoyens exposés à l'humiliation publique en combinaisons blanches dans les rues de Jingxi. Ils étaient accusés d'avoir laissé passer des migrants en dépit de la fermeture des frontières dues aux restrictions sanitaires.

I SOCIÉTÉ DE LA TRANSPARENCE ET DE LA CONFIANCE : LES FAUX AMIS D

La notion de réputation est une base dans la transparence du système des crédits à travers le monde. Elle n'est pas propre à la Chine. Avec l'avènement du digital et des big datas, elle a passé un stade supérieur. Les données sur nous même nous échappent, dans un monde où la notion d'anonymat est en train de disparaître. L'État chinois a su vite en tirer parti.

Une transparence asymétrique qui renforce le capitalisme et l'Etat

Il faut comprendre ici que le système de crédit donne le ton en matière de vie privée numérique, et ce partout dans le monde. La viabilité des marchés financiers tient sur des notions de confiance et de transparence via la récolte de données privées, personnelles ou étatiques massives permettant de prévoir les risques, d'anticiper, de savoir quand investir ou quand rémunérer les actionnaires par exemple. Beaucoup d'États, comme la France, travaillent à augmenter cette transparence. Les politiques de transparence sont en général asymétriques. Alors qu'elles sont chargées de récolter toujours plus de données citoyennes, l'État n'est pas pour autant plus lisible aux yeux des citoyens.

Le cas chinois nous permet de voir à quel point le système économique commande des outils politiques et sociaux permettant de le rassurer. C'est une des fonctions du crédit social chinois et il nous paraît évident que c'est aussi la fonction des pass sanitaire et vaccinal. La venue de ces outils de régulation tombe à point nommé dans un contexte des plus incertains où la défiance envers les pouvoirs est grande et représente une source d'instabilité. Surtout en pleine pandémie. Le pass vaccinal ou sanitaire est un gagnant-gagnant entre le pouvoir économique et le pouvoir politique.

Le crédit social chinois est régulièrement utilisé comme repoussoir par les médias occidentaux, faisant de la Chine un bouc émissaire. S'il n'y a rien à redire aux critiques sur l'aspect totalitaire d'un tel système, il faut voir que bien des aspects du crédit social chinois sont des techniques de gestion largement inspirées par les secteurs privés des entreprises occidentales attribuant des scores à leurs clients. C'est bien sûr le cas des assurances, mais il y a des

domaines où le public lui même est pro-actif en la matière et participe à son propre flicage. Il en va des notes des chauffeurs Uber, des avis AirBnB et nos interactions sur les réseaux sociaux, notamment quand on y donne des informations qui pourront être contrôlées par le fisc (Loi de finances 2020).

Un des épisodes les plus connus de la série Black Mirror, où les personnages se notent mutuellement et déterminent ainsi le rang social de chaque personne, a beaucoup été commenté comme une critique de la société chinoise alors qu'il faut plutôt y voir la pente glissante vers laquelle sont en train de tomber les sociétés occidentales.

Nous donnons une quantité folle de données aux entreprises privées et l'État se dit littéralement « pourquoi pas moi ». Toutes les données de prévisions comme le Health Data Hub (mis en suspens par la CNIL. Les données étaient hébergées par Microsoft) (NOTE : voir sur Ricochets : [Refusons en masse l'« Espace numérique de santé » programmé par l'Etat](#)) ou plus récemment le Crisis Data Hub consistant en un projet de croisement de données massives en cas de crises, sont indéniablement **des initiatives en ce sens auxquelles la crise sanitaire vient donner une forte impulsion en permettant comme jamais aux pouvoirs de prendre le pouls de la société. Cela nous rend plus lisibles que jamais, pour le plus grand bonheur de l'économie.** Rappelons qu'en Mars 2020, nous apprenions par la presse qu'Orange utilisait les données de géolocalisation de millions d'utilisateurs pour évaluer l'effet du confinement.

Avec les pass et les données l'Etat aide aux prévisions économiques nécessaires au Capital

Le pass sanitaire, lui, fournit un indicateur sur le taux d'approbation d'une société à se plier à des échanges économiques régulés de près en temps de pandémie. C'est comme si l'État disait : « avec le pass nous pouvons faire fonctionner la société à tel niveau de rendement et avec tel degré d'acceptabilité des morts ». Il est censé rassurer l'économie à un instant T que le futur proche ne sera pas fait d'un nouveau confinement réduisant le volume des échanges. Il permet donc de faire des prévisions économiques. Il faut le voir comme un gage donné par l'État. Qu'il soit efficace ou pas sanitaire n'est même pas la question.

En outre, **il offre une opportunité inespérée pour l'industrie techno-sécuritaire dans le développement et le renforcement d'une société d'accès conditionnés. Libre ensuite aux politiciens et leurs lobbies de déterminer la nature des accès et des conditions.** S'il fallait prendre un exemple, Alicem est un projet gouvernemental conditionnant l'accès aux services sociaux par une carte d'identité numérique possédant nos données biométriques telles que la reconnaissance faciale.

Le pass est un signe fort pour bon nombre de marchés qui n'en sont encore qu'à leurs balbutiements.

I SOCIÉTÉ DE MALADES, SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE

Il se peut que le système économique mondial ait trouvé une zone de fonctionnement idéale avec la pandémie. Une société de malades implique la prise de température permanente de l'ensemble des individus, et donc d'un ensemble de données visant à rassurer les calculs et les prévisions de l'économie.

Un endoctrinement auquel il est difficile d'échapper

Il va sans dire que le processus d'acceptation d'un tel dispositif implique son niveau de chantage et de propagande. **Au delà de l'aspect économique qu'il encourage et dont il nous rend dépendant, le pouvoir politique y tire un profil qui lui permet de façonner la société. C'est une façon d'étendre son influence au niveau moral et sécuritaire. Les appels au civisme, à l'effort commun et les menaces coercitives participent à un**

endoctrinement auquel il est difficile d'échapper. Refuser le contrôle par le pass vous relègue immédiatement au ban de la société dans un contexte où le gouvernement vous expose à une forme d'humiliation sociale. Même si beaucoup de poches de résistance se sont développées pour contourner le pass, ou s'organiser sans... Et tant mieux.

Vu l'incapacité du vaccin à endiguer la pandémie à lui tout seul, il est évident que l'entêtement du gouvernement à imposer le pass vaccinal est d'ordre idéologique. Et il n'y a rien d'étonnant à ça. L'approche néolibérale conditionne le rôle de l'État à n'intervenir que lorsque l'économie est en présence de risques externes. Son rôle est de régler ce qui pourrait l'entraver. **L'État rend l'économie plus fluide.** On peut voir ici l'expression d'une véritable pensée unique, voire d'un parti unique, qui gouverne depuis au moins 30 ans.

Si complot il y a, il est littéralement sous nos yeux

Il faut regarder la société de contrôle avec la même froideur qu'elle nous regarde. Si complot il y a, il est littéralement sous nos yeux. Le contrôle ne vise pas des plans secrets, il se soucie de nous et vient à notre chevet pour savoir quel est le niveau maximum de rendement qu'il pourra obtenir de nous. De celles et ceux qui font tourner la machine.

Nous n'avons pas d'autres raisons d'être anti-capitalistes et de vouloir la chute d'un tel système.

L'instauration des pass est une question à part de celle des vaccins

Les plus optimistes pourraient dire : "ça va, il suffit juste de faire un vaccin et on n'en parle plus". Mais on voit bien que l'instauration des pass est une question à part de celle des vaccins. Dans un monde en perpétuelle crise, on peut être sûr que l'approche néolibérale des États va continuer d'imposer ses indicateurs, comme le pass en est un, et qu'ils seront à chaque fois de nouvelles conditions pour accéder à la citoyenneté. Imaginez quelles seront ces nouvelles conditions quand les États feront mine d'affronter les risques liés au réchauffement climatique...

Les prochains outils coercitifs seront vendus comme les seuls moyens de faire face aux crises

Les prochains outils coercitifs seront vendus comme les seuls moyens de faire face aux crises avec des arguments tels que "il faut construire une société de la confiance", "la transparence de nos données est la condition pour un monde plus sûr", "chaque citoyen doit être responsable face aux crises que nous traversons", "les devoirs passent avant les droits", "la société de la vigilance combinée aux futures Smart Cities nous permettront d'adopter la sobriété énergétique dans un monde en crise climatique." **Autant de blabla pour en arriver à une société de contrôle parfaite. Au delà de façonner le citoyen responsable, c'est l'achèvement du projet capitaliste, considérant les milliards d'individus comme une ressource ajustable dont la fonction est d'obtenir le meilleur rendement économique à toute époque et selon les crises que ne manque pas de provoquer le système.**

On aurait tort de s'attendre à autre chose d'un monde qui fait de l'économie et de l'enrichissement les seules aventures possibles. Une question nous semble alors évidente. Plus que de savoir comment nous irons sur Mars, on ferait mieux de se demander comment se faire confiance à plusieurs milliards d'individus en dehors des règles de soumission qu'imposent ceux qui ont de l'argent sur ceux qui n'en n'ont pas.

(post de CND)

► Voir l'article sur le web : [De l'accès aux bars, à l'accès aux droits élémentaires : Un début de crédit social ?](#)

En guise de conclusion

Une des conclusions qui ressort de tout ça, c'est que la réalité de la gestion de la pandémie autoritaire intéressée et manipulatoire de l'Etat et du gouvernement, les éventuelles exagérations sur le registre de la peur, la primauté criminelle laissée à l'Economie, l'opportunisme cynique des dispositifs sécuritaires et [l'accélération des NBIC si utiles au capitalisme](#), ne doivent pas amener à nier la dangerosité du coronavirus, à abandonner toute mesure de prévention et à abandonner les catégories sociales les plus en danger à leur sort.

Plus que jamais, être contre les pass et autres dispositifs autoritaires techno-policiers implique donc d'être contre le système de société qui en a besoin et l'impose, c'est être contre la civilisation industrielle qui fabrique des désastres et ensuite impose des méthodes désastreuses, autoritaires pour les assimiler/atténuer sans jamais rien changer aux causes des problèmes.

C'est donc aussi être pour l'autonomie populaire, la démocratie directe, les basses technologies et la décence commune au sein de sociétés écologiquement et socialement soutenables.